

Retour sur la COP 27

Le 21 Novembre 2022 par Claudia HORN <https://jacobin.com/2022/11/cop27-greenwashing-climate-inequality>

Claudia Horn est sociologue, elle vit à Belém, au Brésil, et est titulaire d'une bourse post-doctorale à la London School of Economics. Elle écrit sur la justice climatique et la politique internationale.

Le sommet sur le climat de la COP27 a été un nouvel exercice d'écoblanchiment des entreprises. Le sommet de la COP27 [qui s'est déroulée] la semaine dernière en Égypte s'est terminé sur un constat: la planète toujours sur la voie d'une hausse désastreuse des températures. Cependant, la nouvelle politique climatique du Brésil, après la défaite de Jair Bolsonaro, est une lueur d'espoir pour ceux qui sont sur le front de la crise climatique.



Alaa Abdel Fattah purge actuellement une peine de cinq ans de prison pour avoir prétendument "diffusé de fausses nouvelles" (AFP)

Alors que les dirigeants du monde entier se sont réunis en Égypte pour le sommet 2022 de la COP27 sur le climat, la sœur du militant égypto-britannique emprisonné, Alaa Abd el-Fattah s'est adressé aux médias internationaux: «A cette conférence, les plus vulnérables sont censés négocier avec les plus puissants. Je tiens à dire que toute chance de survie de mon frère viendra des personnes vulnérables. Elle viendra de ceux qui paient le prix du luxe des autres, de ceux qui sont enfermés dans un système qu'ils n'ont pas choisi.»

Alaa a entamé une grève de la faim (<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-63636783>) pour protester contre le refus des autorités égyptiennes d'autoriser que des représentants du gouvernement britannique lui rende visite en prison. Son sort est devenu le symbole de celui des quelque soixante mille prisonniers politiques du pays qui est hôte cette année. Cette bataille silencieuse a permis de dévoiler l'alliance cynique et dangereuse des dirigeants mondiaux avec des régimes autoritaires et des puissances pétrolières, comme l'hôte de l'année prochaine, les Émirats arabes unis (EAU).

Une manifestation exceptionnelle

L'année dernière, le sommet de la COP26 à Glasgow, avait déjà établi une nouvelle référence en matière de caractère exceptionnel en raison des restrictions liées à la pandémie et du prix élevé tant des voyages que de l'hébergement au Royaume-Uni. Pourtant, le pays d'accueil de cette année est allé beaucoup plus loin en interdisant

(<https://www.theguardian.com/environment/2022/aug/24/egyptian-ngos-complain-of-being-shut-out-of-cop27-climate-summit>) les manifestations publiques, en arrêtant les dissidents et en bloquant la participation de plus de six cents agences de presse et organisations de défense des droits humains.



Luisa Neubauer, militante allemande pour le climat, participe à une manifestation devant l'International Convention Center, alors que se déroule le sommet de la COP27 sur le climat à Sharm El-Sheikh, en Égypte, le 19 novembre 2022 (Mohamed Abdel Hamid / Anadolu Agency via Getty Images)

Alors que tous les continents ont connu des phénomènes météorologiques extrêmes en 2022, ceux de l'Afrique sont chroniquement sous-médiatisés.

La criminalisation du militantisme pour la justice climatique ne se limite pas à l'Égypte. De la Grande-Bretagne à l'Allemagne, les conservateurs appellent à une répression plus forte des actions de protestation de la « dernière génération ou génération Z ».

Alors que le gouvernement allemand n'a pas tenu ses promesses en matière d'action climatique, les politiciens conservateurs dénoncent les expressions de désobéissance civile, comparant les manifestants (<https://www.br.de/nachrichten/deutschland-welt/klimaproteste-in-museen-kommen-schaerfere-gesetze.TN3BWDv>) aux guérilleros urbains de Baader-Meinhof (<https://jacobin.com/2021/08/fassbinder-and-the-red-army-faction>) des années 1970.

Pendant ce temps, des personnalités comme le chef de la Banque mondiale, David Malpass, nommé par Donald Trump, continuent de nier la crise climatique (<https://www.nytimes.com/2022/09/22/climate/malpass-world-bank-climate.html>).

La COP27 avait été baptisée « COP Afrique ». Étant donné que les Africains souffrent et souffriront le plus des effets du changement climatique, le sommet a promis de mettre davantage l'accent sur les « pertes et dommages ». Alors que tous les continents ont connu des événements météorologiques extrêmes en 2022, ceux de l'Afrique sont chroniquement sous-médiatisés. Rien que cette année, (<https://www.carbonbrief.org/analysis-africas-unreported-extreme-weather-in-2022-and-climate-change/>) la pire inondation qu'a connue le Nigeria en dix ans a tué plus de 600 personnes, (<https://www.weforum.org/agenda/2022/10/nigeria-flood-rain-climate>) des incendies ont ravagé l'Algérie et la sécheresse et la famine menacent des millions de personnes en Afrique de l'Est. (<https://www.dw.com/en/east-africas-drought-threatens-millions-with-starvation/a-63540640>)

L'Afrique n'est à l'origine que de 4% des émissions mondiales. Pourtant, près de la moitié des jeunes du continent, interrogés par l'UNICEF (<https://www.unicef.org/press-releases/unicef-poll-african-youth-report-reconsidering-having-children-due-climate-change#>), ont déclaré avoir reconsidéré l'idée d'avoir des enfants en raison de la crise climatique. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a mis l'accent sur la problématique habituelle de ces sommets : l'incapacité des pays riches à tenir leurs engagements précédents, ce qui sape la confiance dans l'ensemble du processus.



Depuis septembre, de graves inondations au Nigeria ont causé la mort de plus de 600 personnes et déplacé 1,3 million d'habitants (Image: Unsplash/Awoyomi/ Ayodeji)



Une jeune fille regarde des maisons submergées à Panyagor, à Twic East, dans l'État de Jonglei, au Sud-Soudan. Les inondations ont dévasté une grande partie de la région et on estime que plus de 800 000 personnes ont été touchées par les inondations actuelles au Sud-Soudan (Photo UNICEF//Naftalin/UN0594302)

Chaque année, les négociateurs et les militants du Sud se battent pour maintenir à l'ordre du jour les grands principes initiaux des sommets climatiques: les pollueurs doivent payer pour les dommages qu'ils ont causés et il doit y avoir des responsabilités communes mais différenciées (CBDR) pour la crise climatique. Ils font pression pour le paiement de réparations ainsi que pour une compensation et un soutien adéquats aux régions qui porteront le fardeau du chaos climatique généré par les émissions de carbone des États du Nord.

La moitié des émissions mondiales sont le fait (<https://www.oxfam.org/en/press-releases/carbon-emissions-richest-1-percent-more-double-emissions-poorest-half-humanity>) des 10% les plus riches de la planète. Ces émissions doivent diminuer de 45% (<https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/inadequate-progress-climate-action-makes-rapid-transformation>) d'ici à 2030 si nous voulons avoir une chance d'atteindre l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5°C.

Or, le rapport sur le déficit d'émissions établi par le programme des Nations unies pour l'environnement lors de la COP27 fait état de «progrès insuffisants» depuis le sommet de Glasgow: les tendances et les politiques actuelles laissent penser que la température mondiale pourrait augmenter de 2,8°C. (<https://enb.iisd.org/sharm-el-sheikh-climate-change-conference-cop27-15Nov2022>)

Paroles en l'air et inaction

Ces sommets suivent un processus familier, et la COP27 n'a pas fait exception. Au cours de la première semaine, les dirigeants politiques de haut niveau des pays du Nord prononcent généralement des discours à bonne distance des manifestants, présentant les engagements ambitieux de leurs pays tout en déplorant les retards passés et en fuyant toute responsabilités.

Le chancelier allemand Olaf Scholz a insisté sur les plans de son gouvernement visant à atteindre le niveau «zéro émission nette» d'ici 2045 et à mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles, tandis que les organisations environnementales de son pays dénoncent l'insuffisance de ces plans.

L'envoyé spécial du président américain pour le climat, John Kerry, a beaucoup parlé de politique climatique progressiste, mais n'a rien dit de l'incapacité de son pays à fournir un soutien financier au Sud.

Alors que des politiciens comme Scholz et Kerry repartent en avion, ils laissent leurs délégués bloquer ou affaiblir la plupart des demandes de transferts Nord-Sud contraignants. Les débats techniques permettent aux représentants du Nord de cacher leur réticence à prendre des responsabilités et à se départir des contrôles.



Réveillez-vous Humains (CC BY 2.0, Photo: Flickr/Ivan Radic)

John Kerry a beaucoup parlé de politique climatique progressiste, mais n'a rien dit de l'incapacité de son pays à fournir un

soutien financier au Sud.

Les négociations autour des pertes et des dommages (<https://www.rosalux.de/en/news/id/49431/will-cop27-finally-address-loss-and-damage>) ont été la mère des batailles de la COP d'Afrique. La Chine et les 134 pays réunis au sein du Groupe des 77 réclament depuis des décennies la création d'un mécanisme autonome consacré spécifiquement aux pertes et dommages, qui pourrait être financé, par exemple, par une taxe mondiale sur le carbone imposée aux entreprises de combustibles fossiles.

S'opposant à cette proposition, l'Union européenne et les États-Unis, ainsi que des pays comme la Nouvelle-Zélande et le Canada, ont proposé d'utiliser des fonds existants comme le Fonds vert pour le climat, contrôlé par la Banque mondiale, ou le Fonds pour l'environnement mondial. Ils ont également évoqué l'idée de mécanismes entièrement privés, tels que des mécanismes d'assurance contre les risques et des aides bilatérales, qui leur laisseraient le contrôle.

Ces pays veulent échapper à toute forme de responsabilité ou de compensation contraignante. Face à cette obstruction, l'accord de dernière minute sur la création d'un fonds spécial pour les pays touchés du Sud est une victoire. Ces pays ont également gagné du terrain dans les négociations ultérieures sur le mécanisme de mise en œuvre de ce fonds.

Des promesses non tenues

De toute évidence, la responsabilité historique du monde industrialisé va au-delà de l'aide à l'atténuation des effets du changement climatique. Le coût de la réponse au changement climatique dans les pays du Sud devrait s'élever à des milliers de milliards de dollars. Des personnalités comme John Kerry ont tenté de renvoyer la balle, arguant que «les gouvernements ne disposent pas de ces sommes» et appelant à la mobilisation de ressources privées.

Les pays donateurs font des promesses financières sans aucune transparence sur la manière dont l'argent sera collecté ou sur sa destination. En pratique, ils ne respectent jamais leurs engagements et gonflent la valeur (<https://www.oxfam.org/en/press-releases/true-value-climate-finance-third-what-developed-countries-report-oxfam>) de ce qu'ils fournissent réellement.



Des travailleurs cambodgiens et chinois déversent des déchets à l'extérieur d'un chantier de construction à Sihanoukville, au Cambodge, le 16 février 2020 (Paula Bronstein / Getty)

Les demandes d'annulation de la dette historique injuste (<https://jacobin.com/2020/04/global-south-debt-coronavirus-covid-world-bank-imf-g20>) qui pèse sur les pays pauvres sont également dans l'impasse. Un tel allègement permettrait à ces pays de disposer de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à l'action climatique. Les pays les moins avancés (PMA) [Au 24 novembre 2022, 46 pays appartiennent à cette catégorie ; la plupart d'entre eux se situent en Afrique, NdT], en particulier, ont peu accès aux financements pour la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA).

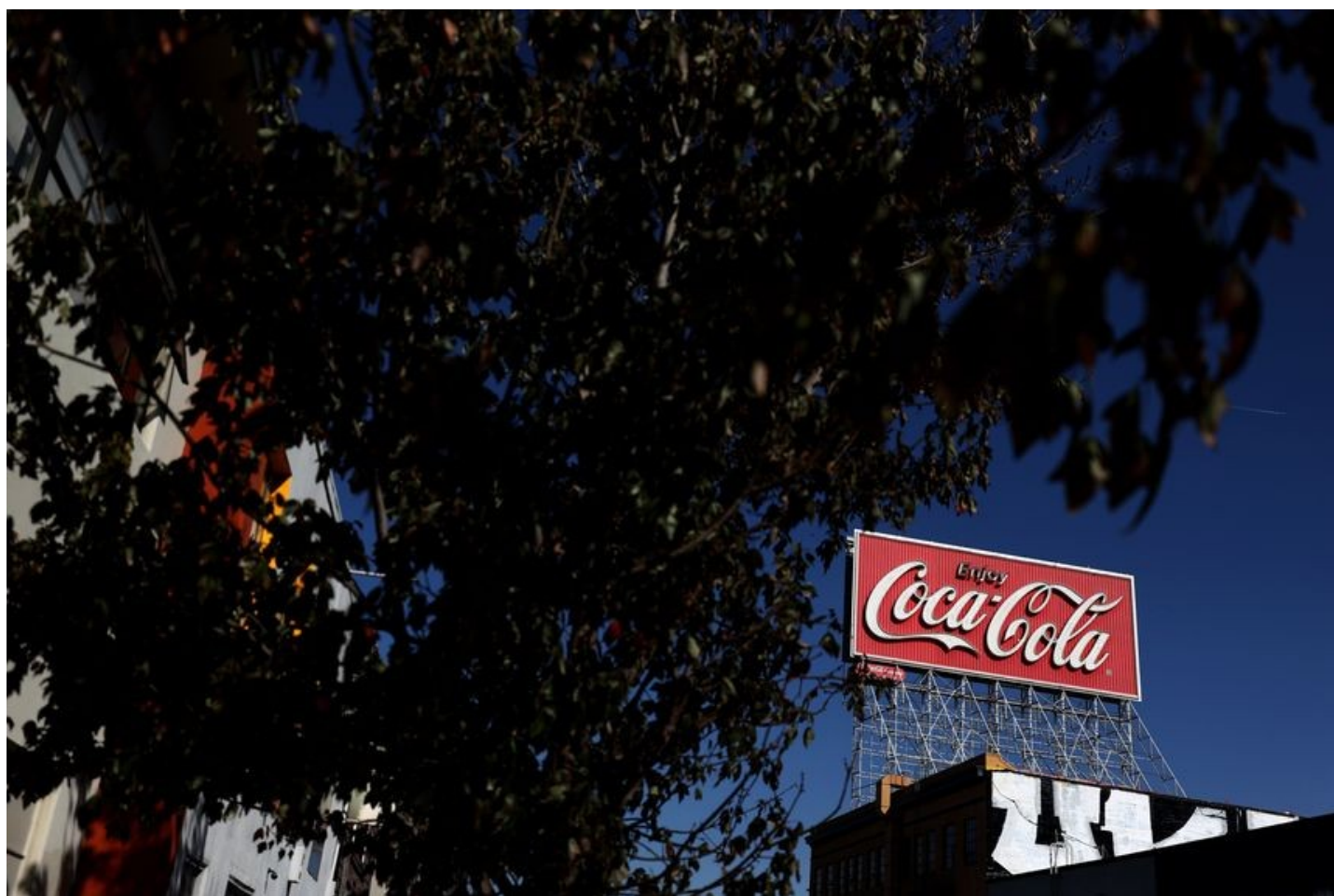
En outre, les participants au sommet ont appelé à une réforme du système de Bretton Woods des institutions financières internationales afin que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international soutiennent l'action climatique au lieu de contribuer à aggraver la situation. Depuis l'accord de Paris de 2015, la Banque mondiale a consacré environ 15 milliards de dollars (<https://www.theguardian.com/business/2022/oct/06/world-bank-has-given-nearly-15bn-to-fossil-fuel-projects->

[since-paris-deal#](#)) à des projets liés aux combustibles fossiles.

En ce qui concerne les mesures d'atténuation, les négociateurs de la COP27 ont poursuivi leurs discussions sur le fonctionnement des marchés du carbone en tant que mécanisme «coopératif» au titre de l'article 6.4 de l'accord de Paris. Cette procédure permet aux entreprises polluantes telles que les compagnies aériennes et les constructeurs automobiles d'acheter des crédits carbone issus de la conservation des forêts et de se proclamer «zéro émission nette» tout en poursuivant leurs activités habituelles. Elle va probablement transformer les pays du Sud en émetteurs de carbone et les empêcher d'atteindre leurs propres objectifs, au profit de la consommation de luxe du Nord.

L'écoblanchiment des entreprises

L'écoblanchiment des entreprises a été l'une des principales caractéristiques des dernières COP: la seule question est de savoir de quel grand pollueur (<https://theecologist.org/2021/oct/28/polluting-process>) ce sera le tour cette année. Unilever a parrainé la COP26 à Glasgow, mais le sommet de cette année était «parrainé par Coca-Cola». En plus d'être un important pollueur plastique, Coca-Cola (<https://gizmodo.com/coca-cola-sponsor-cop27-climate-change-1849716645>) a privé les communautés locales de pays comme l'Inde de l'accès à l'eau potable et a échappé à l'impôt (<https://ojoioeotriego.com.br/2018/10/coca-colas-tax-planning-is-international/>) à hauteur de plusieurs milliards(<https://ojoioeotriego.com.br/2018/10/coca-colas-tax-planning-is-international/>) de dollars américains.



L'Internal Revenue Service avait réclamé plus de 3,3 milliards de dollars à Coca-Cola pour les années fiscales 2007 à 2009 (PHOTO : JUSTIN SULLIVAN/GETTY IMAGES)

Unilever a parrainé la COP26 à Glasgow, mais le sommet de cette année vous a été présenté par Coca-Cola.

Il y avait 25% de plus (<https://diplomatie.org.br/cop26-priorizacao-das-industrias-poluidoras-e-exclusao-da-sociedade-civil/>) de lobbyistes du secteur des combustibles fossiles inscrits à la COP27 de Sharm El-Sheikh qu'à la précédente édition, avec un total de 636 (<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/636-fossil-fuel-lobbyists-granted-access-cop27/>) représentants de certains des plus gros pollueurs du monde.

Les représentants des intérêts liés aux combustibles fossiles étaient plus nombreux que les délégués des dix pays les plus touchés par le changement climatique (https://www.germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/2021-01/cr-2021_table_10_countries_most_affected_from_2000_to_2019.jpg) (Porto Rico, Myanmar, Haïti, Philippines,

Mozambique, Bahamas, Bangladesh, Pakistan, Thaïlande et Népal), et leur bloc était deux fois plus important que le groupe des Nations unies représentant les populations autochtones.



Capture du Carbone (Source CCSa)

La présence de lobbies permet à ces intérêts corporatifs de façonner la réponse à la crise climatique (<https://www.rosalux.de/en/news/id/45840/prioritizing-polluting-industries-and-excluding-civil-society>). Au début de cette année, le Parlement européen a décidé de manière controversée de classer les énergies nucléaire et gazière parmi les activités économiques écologiquement durables.

Les entreprises de combustibles fossiles utilisent la crise énergétique pour maintenir leur pouvoir tout en colportant de fausses solutions qui permettront au système existant de perdurer. La COP27 ne s'est même pas terminée par le plus petite engagement des dirigeants à «réduire progressivement» (sans parler d'éliminer progressivement) les combustibles fossiles.

Les entreprises du secteur de l'énergie font la promotion de « l'hydrogène bleu » ou l'hydrogène issu de combustibles fossiles (<https://www.globalwitness.org/en/blog/why-blue-hydrogen-is-fossil-fuel-industry-greenwash-and-wont-fix-the-climate/>), qui n'émet que de l'eau, et non du CO2 nuisible au climat.

Cette solution est présentée comme l'un des moyens de résoudre l'urgence climatique, au même titre que la solution environnementale du captage et du stockage du carbone (<https://www.ccsassociation.org/about-us/who-we-are/>) (CSC) qui consiste à enfouir le CO2 dans le sol. Mais la technologie du CSC est beaucoup trop peu développée et coûteuse pour constituer une alternative à ce que les écologistes, les scientifiques et d'autres personnes réclament depuis longtemps : la fin de l'utilisation des combustibles fossiles.

Globalement, le complexe mondial des grandes entreprises technologiques, énergétiques, pharmaceutiques et agricoles s'est servi de la COP27 comme d'une plate-forme: organisation d'événements, commande d'études et recherche de l'appui de célébrités et de dirigeants politiques, le tout dans le but de saper la lutte pour la justice climatique mondiale et de ramener le débat sur le terrain du "capitalisme vert ". Des groupes d'activistes de pays qui représentent collectivement environ 70 % de la population mondiale (https://unfccc.int/files/parties_and_observers/application/pdf/855rev.pdf) ont demandé à plusieurs reprises que ces situations de conflits d'intérêts soient abordées, mais en vain.

Un espoir venu du Brésil



Le président élu brésilien Luiz Inácio Lula da Silva salue ses partisans après avoir remporté le second tour de l'élection présidentielle, São Paulo, Brésil, 30 octobre 2022 (CAIO GUATELLI / AFP via Getty Images)

Dans ce contexte lugubre, le changement de leadership au Brésil, où se trouve le "poumon vert" de la planète, la forêt amazonienne, a été le bienvenu. Après sa victoire (<https://jacobin.com/2022/10/lula-president-election-victory-bolsonaro-democracy>) à l'élection présidentielle du mois dernier, Lula a saisi cette opportunité (<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-11-16/brazil-s-lula-offers-to-host-cop30-stresses-amazon-s-importance?>) pour affirmer l'engagement de son nouveau gouvernement en faveur de l'action climatique, après le bilan destructeur du président d'extrême droite et négationniste du climat, Jair Bolsonaro.

Bien que les larges alliances qui sous-tendent son gouvernement aient entraîné des compromis en matière de politique environnementale, le retour de Lula sur la scène politique internationale en tant que président peut avoir un impact positif sur les demandes de justice climatique lors des sommets sur le climat.

Sur le plan national, Lula s'est engagé à prendre des mesures en faveur du climat et de l'environnement, notamment en mettant en œuvre le plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation en Amazonie légale (PPCDAm), qui a permis de réaliser des réductions d'émissions historiques au cours des mandats précédents du Parti des travailleurs (PT), et en créant un Ministère chargé des peuples indigènes et autochtones.

Avec l'Allemagne et la Norvège, le Brésil rouvrira le fonds pour l'Amazonie que le gouvernement du PT avait créé en 2008 avant qu'il ne soit supprimé par Bolsonaro. Ce fonds était une alternative aux marchés du carbone, et un exemple important pour le financement climatique Nord-Sud de la protection des forêts qui soulignait la nécessité d'un contrôle des fonds par le pays bénéficiaire et d'un soutien aux politiques publiques et aux initiatives locales.

La politique étrangère des précédents administrateurs du PT privilégiait la coopération Nord-Sud, la paix, la diplomatie et la coopération multilatérale. Le nouveau gouvernement de Lula a promis de raviver cet esprit, même si son succès dépendra de l'équilibre des forces au sein du ministère des affaires étrangères brésilien en particulier. Ayant déjà éradiqué la faim au Brésil, Lula est un leader crédible pour la défense de la justice et de l'égalité sociale et raciale.

Lors de la COP27, le nouveau président brésilien a réprimandé les donateurs du Nord pour leur refus d'honorer leurs engagements. Il a appelé à une réforme de l'ONU et à des mécanismes financiers pour les pertes et les dommages qui respecteront l'intégrité territoriale des pays du Sud. S'appuyant sur une annonce conjointe faite précédemment avec les présidents colombien et vénézuélien, Lula a proposé une alliance pour le développement régional, l'intégration et la protection de la forêt tropicale.

Il a également proposé d'accueillir la COP30 de 2025 en Amazonie brésilienne : trop souvent, les questions relatives au développement de l'Amazonie ont été décidées loin de la région. Bien que Lula n'ait pas défendu les activistes climatiques dans son discours de la COP27, il a plutôt tenu à remercier le gouvernement égyptien hôte. Le leadership international du Brésil et d'autres pays du Sud sera important pour promouvoir le multilatéralisme et la paix, la lutte contre la faim, l'intégrité environnementale et l'égalité.

Sur le plan intérieur, cependant, l'administration Lula doit faire face à un bloc agro-industriel fort et à une faction environnementale faible au sein du parlement fédéral. Le nouveau président a qualifié l'agrobusiness d'allié stratégique et s'est présenté au sommet avec Helder Barbalho, gouverneur de l'État amazonien de Pará. Barbalho préconise une approche fondée sur la «bioéconomie» favorable au marché, qui n'impose aucune restriction à l'agrobusiness. Il faudra une mobilisation nationale et internationale pour que les engagements de Lula en faveur d'un monde plus juste et plus humain deviennent réalité.

Ni ce sommet de la COP, ni celui qui doit se tenir l'année prochaine aux Émirats arabes unis, ne briseront le pouvoir des intérêts liés aux combustibles fossiles. En tant que seul espace multilatéral où une action mondiale en faveur du climat peut être négociée, les sommets de la COP doivent expulser les pollueurs et placer au centre les populations les plus touchées par la crise climatique. En attendant, la volonté de militants comme Alaa Abd el-Fattah de risquer leur vie est la véritable source d'espoir dans la lutte pour la justice climatique.